

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS150/1
G/L/266
3 novembre 1998
(98-4274)

Original: anglais

INDE - MESURES CONCERNANT LES DROITS DE DOUANE

Demande de consultations présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 30 octobre 1998, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne à la Mission permanente de l'Inde et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Au nom des Communautés européennes, j'ai l'honneur de demander l'ouverture de consultations avec l'Inde conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) au sujet d'une série de relèvements des droits de douane mis en œuvre récemment par les autorités indiennes.

Les mesures en question concernent:

- la liste 1 de la Loi de 1975 sur le tarif douanier;
- le droit appelé droit de douane spécial;
- le droit appelé droit additionnel spécial.

En vertu des mesures susmentionnées, la valeur globale des droits de douane résultant de l'addition des différents droits appliqués par l'Inde dépasse les taux consolidés par ce pays dans le cadre de l'OMC pour une série de positions tarifaires.

Les CE sont préoccupées par le fait que les mesures susmentionnées ne sont manifestement pas conformes aux obligations qui incombent à l'Inde en vertu du GATT de 1994. Leurs préoccupations portent en particulier sur l'article II:1 b) et l'article III:2 du GATT de 1994.

J'attends votre réponse à cette demande des Communautés européennes et espère qu'une date mutuellement acceptable pourra être fixée pour les consultations.
